

Corrigé exercice 18.01 : Cas Distrib

Dans une société soumise à l'IS, il convient de s'interroger sur les conséquences fiscales de certains actes anormaux de gestion pour les associés de la société. Cet exercice en constitue une illustration.

1) Société Tinguet

a) Bail commercial :

L'énoncé ne précise pas si le loyer de 5 € le mètre carré correspond à un loyer hors taxe ou à un loyer TVA incluse. On supposera, par symétrie avec le prix annuel de 24 000 €, qu'il s'agit d'un loyer TTC. La TVA sur loyers commerciaux étant une charge déductible, il faut convertir les deux chiffres en valeur hors taxe :

— loyer convenu : $24\,000\text{ €} / 1.200 = 20\,000$

— loyer au cours du marché : $(5 \times 2\,300) / 1.200 = 9\,583$

— différence = 10 417 €

M. Maurice Tinguet est le gérant de la société civile immobilière Les Gourlettes et l'on peut supposer qu'il possède l'essentiel du capital social. M. Tinguet, par le biais de la société civile, est ainsi le bénéficiaire indirect de ces loyers confortables. Mais ils sont calculés au détriment de la SA locataire qui agit de la sorte contrairement à ses intérêts propres ;

En cas de contrôle, un vérificateur fiscal ne manquerait pas de pratiquer un redressement de 10 417 € HT dans la société, et notifierait à M. Tinguet une distribution irrégulière de bénéfice pour $10\,417 \times 1.200 = 12\,500\text{ €} \times 1,25 = 15\,625\text{ €}$, imposable dans la catégorie des RCM sans le moindre abattement (distribution TVA incluse) et avec majoration de 25%.

b) Compte courant d'associé

Il existe en matière de cession de créances un formalisme juridique très rigoureux :

En effet, l'article 1690 du Code civil rend inopposables aux tiers les cessions de créances lorsque ces cessions n'ont pas été soit signifiées au débiteur, soit acceptées par le débiteur dans un acte authentique. La signification par exploit d'huissier (dans les conditions prévues aux articles 550 et suivants du Code de procédure pénale), comme l'acte authentique, doivent faire l'objet d'un enregistrement dans le délai d'un mois. À défaut d'avoir respecté ces formalités de publicité, l'acte de cession de créance n'est pas opposable à l'administration.

Notons que ces formalités sont allégées depuis le 1er octobre 2016, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats.

Ce transfert de créance pourrait par conséquent être analysé en l'espèce comme un acte fictif. L'administration fiscale n'hésite pas à contester l'opération par laquelle un dirigeant d'entreprise se déclare substitué à un créancier de ladite entreprise par une cession de créance (CE 7 mars 1979, n° 3035, Plén)

Le risque fiscal est important :

La société se verrait imposer sur une variation d'actif net de 70 000 € (disparition d'une dette au passif, art. 38, 2) et acquitterait un IS de $70\,000 \times 33,1/3\% = 23\,333$ € ;

Monsieur Tinguet serait imposé en revenus de capitaux mobiliers (RCM) pour une distribution « déguisée » de 70 000 €.

L'opération risque de lui coûter très cher !

2) Société Semoul

Dans un groupe de sociétés, les aides que peuvent se consentir chaque société du groupe doivent être examinées au regard de leur intérêt propre, et non au regard de l'intérêt du groupe.

En effet, le groupe économique, dans son ensemble, n'est pas pris en considération en fiscalité.

De manière générale, le juge fiscal considère que le fait, pour une société, de consentir sans contrepartie des prêts ou des avances sans intérêts à une autre société du groupe constitue, à priori, un acte anormal de gestion : la société n'agit pas dans ce cas dans son propre intérêt.

il en va toutefois différemment, dans les relations de mère à filiale, lorsque la situation des deux sociétés est telle que la société mère peut être regardée comme ayant agi dans son propre intérêt en venant en aide à une filiale en difficulté (CE 4-4-1990 n° 65943 : RJF 6/90 n° 671)

Les aides consenties par la société Semoul à la société SGM sont constitutives d'un **acte anormal de gestion**, car aussi bien la société Gato que la société SGM n'apparaissent pas en situation financière difficile.

Pour les sociétés bénéficiaires, cette dispense d'intérêts constitue des libéralités imposables selon le régime des distributions irrégulières de bénéfices.

En revanche, le fait de ne pas avoir facturé des intérêts à la société Dégé ne peut être analysé comme constitutif d'un acte anormal de gestion. La situation financière de la société Dégé étant très dégradée, la société Semoul, en renonçant à percevoir des intérêts, a entendu maintenir la qualité de sa propre participation.

Le conseil d'Etat a ainsi jugé que si le fait de consentir sans contrepartie des prêts ou avances sans intérêts constitue en principe un acte anormal de gestion, il en va autrement, dans les relations de mère à filiale, lorsque la situation des deux sociétés est telle que la société mère peut être regardée comme ayant agi dans son propre intérêt en venant en aide à une filiale en difficulté (CE 4-4-1990 n° 65943 : RJF 6/90 n° 671)

3) Société Fanou

La société Fanou et son dirigeant, M. Laplanche, s'exposent à des déconvenues significatives :

-La surrémunération versée à M. Laplanche constitue pour la société un acte anormal de gestion. :

Cette surrémunération est déterminées en faisant masse de l'ensemble des éléments composant la rémunération du dirigeant, soit sa rémunération principale, à laquelle s'ajoutent l'avantage en nature du logement ($915 \times 12 = 10\,980$ €), la mise à disposition de la BMW ($500 \times 12 = 6\,000$ €),

l'allocation forfaitaire de $800 \times 12 = 9\,600$ €, et les remboursement de frais réels pour $750 \times 12 = 9\,000$ €.

La rémunération totale du PDG s'élève par conséquent à $251\,280 + 10\,980 + 6\,000 + 9\,600 + 9\,000$, soit $286\,860$ € pour une rémunération « normale » de $150\,000$ €. En cas de contrôle fiscal de la société Fanou, $136\,860$ € seraient réintégrés au résultat de la SA Fanou, et imposés à l'IS (en effet, ces sommes sont analysés comme des distributions irrégulières et ne sont pas déductibles du résultat). Pour M. Laplanche, une imposition en revenus distribués (article 111.d du CGI) porterait sur $136\,280 \text{ €} \times 1,25 = 170\,350$ € (majoration de 25%).